

# L'ÉCO

## de la semaine

13 au 19 Janvier 2024

 | 

*Sponsors Officiels*

*Sponsors Gold*

*Sponsors Silver*

*Partenaires*

# SOMMAIRE

Commerce extérieur : Madagascar conforte son éligibilité au sein de l'AGOA.....	2
LFI 2024 : 12 706 milliards d'ariary de recettes prévues.....	2
Pôle Intégré de Croissance phase 3.....	3
Consommation: le prix du poisson n'a pas changé.....	3
Secteur bancaire : La concurrence s'intensifie.....	4
Ressources fiscales : L'administration opte pour la continuité.....	4
Projet Titre Vert : Appui aux migrants dans la région du Menabe.....	5
Tourisme de croisière: MS Bolette a jeté l'ancre à Toamasina.....	5
Pêche aux poulpes: fermeture temporaire.....	6
Secteur du bâtiment : Une croissance constante et en béton.....	6
Riziculture : De nouvelles techniques prometteuses dans le Betsimitatatra.....	7
ARES-CCD Belgique : Offre de Certificats pour la mariculture artisanale et agriculture villageoise.....	7
Prix des PPN: le sucre et l'huile accusent une hausse.....	8
Octroi de crédits: le commerce et l'agriculture, priorités.....	8
Hydrocarbures : Possible révision des prix à la pompe.....	8
Agriculture : Soutien poussé aux riziculteurs.....	9
Affaires étrangères : Une diplomatie axée sur le développement humain.....	9
Agribusiness: formation sur la technique de vente en ligne.....	9
MEH: Promouvoir les énergies propres.....	10
Évaluation : Les entreprises foisonnent à Antananarivo.....	10
Produits de première nécessité : Le MICC veille quotidiennement sur les prix.....	11
Nickel : Un marché international excédentaire.....	11
Balance commerciale: un déficit de plus de 6.400 milliards ariary.....	12
Promotion du tourisme: facilité d'accès à un certain nombre de pays.....	12
Entrepreneuriat : Des coopératives américaines transmettent leur savoir-faire.....	12
Dépréciation de l'Ariary : une possibilité d'attirer les investisseurs.....	13
Agribusiness: Appel à projets de MBIF - Pic 3.....	13
Tourisme et développement local: un modèle d'exploitation qui intègre la communauté.....	14
Secteur minier: exporter jusqu'à 15 tonnes d'or par an.....	14

# Commerce extérieur : Madagascar conforte son éligibilité au sein de l'AGOA

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JANVIER 2024

**La Grande île garde sa place au sein de l'AGOA pour cette année. Elle a été épargnée par la vague d'éviction de plusieurs pays et conforte ainsi son éligibilité.**

Renouvelé. Madagascar est maintenu dans l'African Growth Opportunity Act (AGOA), un nouvel espoir, mais surtout une confortation de la position de la Grande île, au vu des évictions succinctes de pays comme l'Ouganda, le Gabon, le Niger ou encore la République Centrafricaine du marché de l'AGOA. Le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation en a fait l'annonce dans une communication, jeudi, que la Grande Ile ne verra pas son commerce avec les États-Unis altéré. « Les produits malgaches pourront à nouveau rentrer dans le marché américain en franchise de droits ». Restant un des plus grands pourvoyeurs de devises et de travail pour le pays, ce renouvellement de l'AGOA a permis de sauver les emplois locaux. Près de soixante mille emplois directs ont été créés avec un peu moins d'une cinquantaine d'entreprises qui y exportent leurs produits. Il s'agit donc d'un ouf de soulagement mais la campagne est loin d'être terminée. Rien n'est gagné d'avance. Les enjeux de l'intégration et de renouvellement de celui-ci sont bien plus importants et vastes. Les conditionnalités d'accès à cet accord préférentiel ne sont pas des moindres.

## Conformité

Il y a en, l'occurrence, un des aspects les plus demandés comme l'adhésion à une zone économique de libre échange ou encore le respect des droits humains mais également celui de l'État de droit, le pluralisme politique ou encore des politiques économiques visant à réduire la pauvreté et on en passe. Après évaluation, la Grande île pourra donc continuer à bénéficier des avantages du commerce avec les États Unis. Au vu de la tenue de la présidentielle en novembre dernier, les craintes au niveau politique et



par rapport à la stabilité de la nation sont plus ou moins écartées. Cette réponse des États-Unis peut donc être interprétée comme une attestation de la conformité de la position de Madagascar par rapport à l'AGOA. Cet accord prendra fin en septembre 2025. Isidore Razafindrakoto, directeur général du Commerce et de la consommation auprès du MICC, confie que « Madagascar est actuellement dans la phase de plaidoyer pour reconduire l'AGOA dans les années à venir. Il s'agit de notre plus grand combat dans le cadre de nos exportations vers le marché américain pour le moment ». Les États-Unis sont le plus grand marché pour deux produits d'exportation malgaches. En l'occurrence le textile et la vanille qui y entrent en franchise de droits, pourtant, d'autres produits d'exportations sont susceptibles d'améliorer le commerce avec les marchés américain et sud-africain. « Dans le cadre du renouvellement de l'AGOA, nous avons aussi établi une stratégie selon laquelle nous allons miser sur la diversification des produits à destination du marché américain, pour ne pas rester sur le textile mais s'étendre sur d'autres domaines comme l'artisanat, les produits agro-alimentaires et bien d'autres », estime-t-il.

## LFI 2024 : 12 706 milliards d'ariary de recettes prévues

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 13 JANVIER 2024

**L'administration fiscale mise sur la continuité et la stabilité de la politique fiscale. Pour cette année, il n'y aura pas de nouveaux impôts et taxes, ni augmentation des taux d'imposition**

Ce qui n'empêchera pour autant pas l'Etat d'augmenter ses ressources puisque les recettes publiques seront revues à la hausse, cette année.

## Hausse.

Les prévisions de la loi de finances initiale 2024 font en effet état d'un taux de pression fiscale brute de 12,9%. En tout, le fisc mise sur 12 706,4 milliards d'ariary de recettes. Le total des recettes fiscales intérieures et douanières se chiffre ainsi à 10 179,7 milliards d'ariary en 2024, soit une hausse de 12,8% par rapport à 2023. Pour les recettes fiscales intérieures, la prévision totale est estimée à 5 492,7 milliards d'ariary cette année, contre 4 786,2 milliards d'ariary en 2023. Quant aux recettes douanières, elles seront au total de 4 687 milliards d'ariary en 2024, contre 4 236 milliards d'ariary en 2023. En somme, l'on assiste à une hausse des recettes fiscales intérieures et des recettes douanières cette année. Des recettes non fiscales de 231,3

milliards d'ariary sont également prévues, ainsi que des dons de 2 295,3 milliards d'ariary.

## Pas de nouvelles pressions.

Notons que la loi de finances initiale 2024 est marquée par l'absence de nouveaux impôts et taxes et le maintien des taux d'imposition. En somme, il n'y aura pas de nouvelles pressions sur les contribuables. Cette décision est dictée par le souci de l'Etat de maintenir une stabilité fiscale pour ne pas trop pénaliser le secteur privé. « Dans un souci d'une meilleure visibilité de l'entrepreneuriat qui a été significativement secoué par la crise sanitaire et l'inflation à l'échelle mondiale, les nouvelles dispositions fiscales instaurées par la Loi de Finances Initiale de l'année 2024 visent globalement à promouvoir une stabilité de la politique fiscale », indique l'exposé des motifs de la LFI. L'administration fiscale prendra également des mesures pour augmenter les recettes. Les nouvelles mesures ont pour objectif d'optimiser la capacité contributive des contribuables tout en veillant à améliorer les recettes fiscales. Les grandes lignes avancées portent essentiellement sur l'amélioration de la gestion fiscale, la sécurisation des

recettes, ainsi que la prise de quelques mesures d'incitations fiscales. Quelques ajustements et précisions sur les règles de taxation sont, à cet effet, formulés et apportés dans le

but d'assurer l'efficacité des actions de l'administration fiscale. Cette dernière poursuit également ses efforts et ses actions dans le cadre de la formalisation.

## Pôle Intégré de Croissance phase 3 : Lancement d'un appel à projets pour le programme MBIF Agribusiness

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 13 JANVIER 2024

**L'agribusiness, le tourisme et le numérique sont les trois secteurs cibles du projet PIC (Pôle Intégré de Croissance) dans la mise en œuvre de sa troisième phase, sur financement de la Banque mondiale.**

Il s'agit d'un projet de transformation économique pour une croissance inclusive visant à stimuler la croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PME) opérant dans ces trois secteurs cibles. Le PIC3 a également pour objectif de renforcer le soutien aux promoteurs de projets privés générant des investissements productifs et des emplois tout en ayant des retombées économiques positives sur les producteurs spécifiquement dans le domaine de l'agribusiness. Les zones d'intervention de ce projet PIC dans sa phase 3 s'étendent également sur dix régions au lieu de quatre régions auparavant. Il s'agit notamment de Diana, de l'Atsimo-Andrefana, de l'Anosy, de l'Île de Sainte-Marie, d'Analanjirifo, d'Atsinanana, de Vatovavy, de Fitovinany, de l'Atsimo-Atsinanana, et de la région Analamanga pour le secteur du numérique.



### Entreprises du secteur de l'agribusiness priorisées.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa composante 3 intitulée « Soutenir la reprise et la croissance des PME et de l'entrepreneuriat dans les secteurs et régions cibles », un programme MBIF est mis en place. C'est un programme

entrepreneurial visant à octroyer, de manière compétitive, des fonds de contrepartie pour appuyer des projets d'investissements privés structurants dans le secteur de l'Agribusiness. Pour ce faire, le PIC3 lance son premier appel à projets pour ce programme MBIF à Agribusiness à partir de ce mois de janvier 2024 jusqu'au 31 octobre 2024. Il faut savoir que toutes les entreprises légalement constituées à Madagascar, œuvrant dans le secteur de l'agribusiness comme son nom l'indique, seront priorisées. Et pour pouvoir y participer, elles doivent être basées dans ses zones d'intervention. Le financement à allouer varie entre 50 000 dollars et 450 000 dollars pour les entreprises en phase de croissance, a-t-on appris. Le projet Pôle Intégré de Croissance dans sa phase 3 prévoit ainsi de présenter ce programme MBIF Agribusiness dans le cadre d'un atelier d'information qui se tiendra le jeudi 18 janvier 2024 à l'hôtel Ibis à Ankorondrano.

**6,3 millions de dollars d'investissements privés levés.** Il est à noter que lors de la deuxième phase de ce projet PIC, deux vagues d'appel à projets d'investissements privés ont été lancées respectivement en fin 2020 et au début de l'année 2023. Ce qui a permis de sélectionner dix-sept projets d'investissements privés dans différentes filières prioritaires. On peut citer, entre autres, le miel, le cacao, le moringa et les huiles essentielles. Ces projets sont actuellement en cours de mise en œuvre. Et en termes d'indicateurs de résultats, le projet PIC3 a recensé une création de 330 emplois permanents et de 616 emplois saisonniers. En outre, plus de 5 300 producteurs ont été associés directement dans le cadre de la réalisation de ces 17 projets bénéficiaires d'un fonds d'appui octroyé par le gouvernement à travers le PIC portant une valeur de 4,3 millions de dollars. En revanche, les investissements privés levés se chiffraient à plus de 6,3 millions de dollars. Par ailleurs, les retombées économiques positives tirées ont été palpables étant donné que ces projets ont généré plus de 18,4 milliards d'ariary de revenus aux producteurs sans compter les chiffres d'affaires évalués à plus de 2 milliards d'ariary qui ont été enregistrés.

## Consommation: le prix du poisson n'a pas changé

R. EDMOND | LES NOUVELLES | 13 JANVIER 2024

« Le poisson est un alternatif à la viande de porc et de bœuf dont les prix ont flambé » affirme un vendeur de poisson de tilapias et carpes venant pour la plupart de Miandrivazo, du lac Itasy ou du lac Alaotra. D'ailleurs, le prix n'a pas vraiment augmenté par rapport à celui de l'an passé à la même période. Aussi bien aux pavillons d'Analakely qu'au marché d'Ambohimanarina, le prix du kilo du poisson reste le même, variant entre 18.000 à 24.000 ariary. « Cette saison, le prix n'a pas vraiment augmenté » indique un vendeur. En fait, les vendeurs fixent les prix en fonction de la taille et du poids du poisson. « Les grands spécimens se

vendent à 24.000 ariary le kilo » explique un commerçant des pavillons d'Analakely, tout en soulignant qu'un poisson de grande taille peut peser 2 kg, voire plus. Mais les familles nombreuses préfèrent acheter les poissons de petite taille car un kilo peut contenir 4 à 5 poissons. A la gare routière Maki Andohatapenaka, il n'y pas vraiment un écart de prix avec les autres marchés. Les prix de gros varient de 15.000 à 22.000 ariary le kilo.

### Appui du ministère

Pour améliorer la production, le ministère de la Pêche et de l'Economie bleue (MPEB) soutient les éleveurs ainsi que les

pêcheurs de poissons. A ce sujet, la Direction régionale de la Pêche et de l'Economie bleue (DRPEB) d'Alaoatra Mangoro, a procédé à la purification de l'étang, en collaboration avec les pêcheurs à Amparafaravola. A Moramanga, dans la commune rurale d'Ampasimpotsy Gara, les responsables

ont procuré des conseils en la matière, aux éleveurs de poissons. Et à Ambatondrazaka, une sensibilisation a été menée sur deux chaînes de radios locales, pour que les éleveurs puissent prendre les précautions nécessaires en cas de montée des eaux.

## Secteur bancaire : La concurrence s'intensifie

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JANVIER 2024

**La concurrence entre les établissements de crédit monte en intensité. C'était à prévoir, surtout avec l'arrivée dans le secteur de nouveaux acteurs et établissements depuis le dernier trimestre de 2023.**

Rude. Bien que les taux directeurs de la Banque centrale n'aient pas été changés au trimestre dernier et que le contexte socio-politique n'ait pas connu de brusques évolutions, une micro secousse vient quand même ébranler le secteur bancaire de la Grande île, avec la concurrence qui devient de plus en plus rude dans le microcosme des banques territoriales. C'est ce dont fait état la Banque Centrale de Madagascar dans son dernier rapport d'enquête sur le secteur bancaire. Une vision qui est d'ailleurs partagée par une moitié des banques territoriales et autres établissements de crédits installés à Madagascar dans l'enquête réalisée par la BFM. «La concurrence entre les établissements de crédit a constitué un autre facteur limitant l'expansion des activités des banques», fait-on savoir. Les choses se corsent d'autant plus qu'un nouvel établissement bancaire vient de faire son apparition sur le marché fin 2023. À en croire la Banque Centrale, cette nouveauté dans le secteur bancaire risque d'accentuer la compétition locale. Le nombre d'acteurs venant étoffer les services bancaires à Madagascar actuellement est pressenti augmenter «avec l'arrivée d'une nouvelle banque sur le marché durant le troisième trimestre», comme l'indique la BFM, mais aussi en cette année, le lancement d'autres acteurs comme par exemple la Paositra Malagasy dans les services de microfinance. «Cette concurrence est prévue s'amplifier davantage au cours des mois à venir», évoque-t-on. Il y a aussi pour les banques la nécessité de consolider leur position face à une éventuelle arrivée de nouveaux acteurs.

### Forte présence

Actuellement, le fait est que les banques bataillent déjà pour se faire une place dans le milieu. Essayant ainsi d'attirer



à qui mieux mieux vers eux une clientèle locale assez réticente mais déjà aussi sous-bancarisée. En témoigne la forte présence des banques lors d'événements économiques d'envergure comme les foires et expositions ou encore les salons, pendant lesquels les stands de ces établissements foisonnent. Comme quoi, «rien n'est acquis» dans ce monde de la finance. Cette concurrence accentuée figure parmi les quatre premiers facteurs limitant les activités bancaires. Les trois autres facteurs ralentissant les activités des banques territoriales se résument aussi dans les difficultés découlant de raisons socio-politiques et de l'incertitude sur la conjoncture économique. «Les activités des banques ont été principalement « contraintes » par l'« incertitude liée au contexte socio-politique ». De plus, l'« incertitude de la conjoncture économique » a amplifié cette situation pour 83,3 % des banques», indique la BFM. En troisième position, l'augmentation du niveau général des prix constitue l'autre facteur limitant le développement des activités pour 58,3 % des banques. L'augmentation générale des prix au niveau mondial et au niveau local a affecté les activités de crédit, affirme la BFM dans ses explications.

## Ressources fiscales : L'administration opte pour la continuité

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JANVIER 2024

Prudence et maintien de la cadence. Étant sur une bonne tendance dans l'évolution de ses recettes fiscales et douanières, la Grande île entend miser davantage sur la continuité et la stabilité de la politique fiscale pour cette année. C'est ce qui est dicté par la Loi de finances 2024. Une politique mise en place dans un souci justement de maintenir le cap, mais aussi d'encourager la résilience du secteur privé qui peine encore à se relever des impacts de la crise sanitaire ayant pénalisé au plus fort plusieurs secteurs d'activité. L'État, comme avec la Loi de finances 2023, compte également miser sur les ressources internes. Il s'agit d'une prévision à la hausse des recettes fiscales

intérieures qui passent de 4 786 milliards d'ariary en 2023 à plus de 5 492 milliards d'ariary pour ce nouvel exercice. En se référant aux prévisions de la LFI 2024, l'on part sur le scénario d'une croissance de 12,8% par rapport à 2023 du total des recettes fiscales intérieures et douanières, se chiffrant ainsi à 10 179 milliards d'ariary. Tandis que dans l'ensemble, l'administration fiscale prévoit un taux de pression fiscale brute de 12,9% et des recettes totales de 12 706 milliards d'ariary. Ceci dit, les prévisions ne sont rien si elles ne s'accompagnent pas de mesures adéquates. L'amélioration des recettes fiscales passe en effet par l'intensification de la lutte contre la fraude, la poursuite des

réformes des administrations fiscale et douanière, la réforme de la fiscalité minière ou encore les réformes fiscales visant à renforcer l'équité sociale. D'autres actions comme les campagnes de sensibilisations ainsi que la vulgarisation

du civisme fiscal, accompagnée de la digitalisation au niveau des services du ministère des Finances, figurent, par exemple, sur les dispositions appliquées dans ce sens.

## Projet Titre Vert : Appui aux migrants dans la région du Menabe

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 15 JANVIER 2024

### Des ménages de migrants ont été délogés dans le noyau dur de l'Aire Protégée de Menabe Antimena en vue de protéger la biodiversité s'y trouvant.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Titre Vert », des migrants qui ont accepté volontairement d'être relogés sur le site de Bezeky, dans la commune rurale d'Analaiva, district de Morondava, région Menabe. Ils ont ainsi bénéficié des appuis de la part du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et du Fonds de Développement Agricole. Ces migrants sont au nombre de 165 ménages à être dotés de 7,75 tonnes de semences de maïs et de 27,39 tonnes d'engrais biologiques pour développer la maïsiculture dans leurs localités. L'objectif consiste à les appuyer à améliorer leurs productions en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.



### Transformation de l'agriculture

Il est à noter que ce projet « Titre Vert » est soutenu par le programme USAID et bien d'autres partenaires techniques et financiers dans le but de préserver l'Aire Protégée de Menabe Antimena tout en promouvant la transformation de l'agriculture. Ces migrants qui sont relocalisés sur ce site de Bezeky sont les premiers bénéficiaires de ce projet « Titre Vert » avec les 320 autres ménages qui sont déjà installés dans les villages d'Andranovao, d'Andranomagnitsy et de Besetroka. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, 1 700 ha de terrains sont aménagés et sécurisés pour

que ces bénéficiaires puissent les exploiter dans le but d'assurer leur sécurité alimentaire. En ce moment, ils sont appuyés à développer la culture de maïs, une spéculation qui est non seulement bien adaptée aux conditions climatologiques de la région mais aussi très recherchée sur le marché local.

### Restauration forestière

Dans la même foulée, le site de Bezeky sera viabilisé puisque des logements, des centres de santé, des écoles et des postes de gendarmerie y seront construits. Une adduction en eau potable n'est pas en reste. Le ministère en charge de l'Agriculture et de l'Élevage s'engage également à mettre en place d'autres infrastructures permettant aux ménages de migrants de développer des activités d'élevage. En revanche, le ministère en charge de l'Environnement et du Développement Durable met en œuvre un projet de restauration forestière sur une superficie entre 5 000 ha et 7 000 ha dans l'Aire Protégée Menabe Antimena tout en impliquant ces familles de migrants. Un autre projet de reboisement de plants d'arbres destinés à la production d'énergie combustible est en même temps prévu sur un terrain de 2 000ha en vue de couvrir les besoins de la population locale. Ce qui lui permettra d'éviter d'exploiter les ressources forestières naturelles.

### Booster la production de riz

Par ailleurs, des intrants agricoles ont été distribués aux producteurs dans la région du Menabe grâce à l'appui du ministère de tutelle, du FDA et du projet PURPA financé par la Banque Africaine de Développement. Plus de 4 tonnes de semences de riz, 6,7 tonnes d'engrais NPK et 33,9 tonnes d'engrais organiques, ont ainsi été remises aux 273 paysans issus des trois fokontany, à savoir Bemanonga, Tanambao Marofototra et Marovoay dans la commune rurale de Bemanonga. L'objectif consiste à booster la production de riz provenant des cultures irriguées dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. En outre, ces producteurs ont bénéficié de 120 kg de semences d'arachides. Une spéculation qui pourra servir de matière première pour développer l'industrialisation locale pour ne citer que la transformation de ce produit en huile alimentaire.

## Tourisme de croisière: MS Bolette a jeté l'ancre à Toamasina

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 15 JANVIER 2024

Apparemment, l'année 2024 s'annonce prometteur pour le secteur Tourisme à Madagascar. En témoigne l'arrivée, vendredi au port de Toamasina, du paquebot de croisière MS Bolette, avec à son bord, 818 touristes et 642 membres d'équipage. Le navire a été accueilli par des représentants régionaux du tourisme de la région Atsinanana et des autorités locales. Il s'agit du deuxième paquebot du genre à faire escale dans la ville portuaire, après le paquebot Hebridean Sky qui y a jeté l'ancre le 3 janvier avec 97 touristes à son bord. Pour en revenir au MS Bolette, il est

parti de Southampton en Angleterre le 19 novembre, et a parcouru la Méditerranée, en passant par le canal de Suez jusqu'en mer Rouge, avant de relier l'océan Indien en passant par Mayotte et La Réunion avant d'amarrer au port de Toamasina, là où les passagers auront au programme, la visiter des sites historiques de la ville. Après la ville du Grand Port, le paquebot a fait escale à Taolagnaro durant le week-end avant de repartir pour remonter la côte ouest de l'Afrique pour rejoindre son port d'origine le 2 février.

## Pêche aux poulpes: fermeture temporaire

ARH. | LES NOUVELLES | 15 JANVIER 2024

La pêche aux poulpes sous toutes ses formes est fermée chaque année du 15 décembre au 31 janvier, conformément à l'arrêté n° 12792-2016 du 15 juin 2016. Les poulpes, souvent nichées dans les récifs, est la principale source de revenus et de consommation pour les habitants du littoral Sud-ouest du pays, long de 535 kilomètres de côte et qui s'avère être le deuxième récif corallien du monde. Dans la région Atsimo Andrefana, outre cette fermeture annuelle, les communautés appliquent également une fermeture temporaire des réserves de poulpes de juillet à septembre chaque année. Cette mesure vise à permettre le développement des poulpes et à assurer la durabilité des stocks. Dans cette partie de l'île, les pêcheurs du littoral Mahafaly, au sud de Toliara, utilisent principalement deux méthodes de pêche aux poulpes : la pêche à pied dans les trous du platier récifal et la pêche en apnée avec un harpon ou «Voloso». La fermeture de la pêche offre un repos biologique aux poulpes adultes durant la période de reproduction, et/ou des poulpes juvéniles. Après une fermeture de la pêche,

un pêcheur arrive à obtenir jusqu'à 6,5 kg de poulpes par jour, soit plus du double des captures d'avant fermeture. Le kilo coûte entre 4.000 et 4.500 ariary. Ces résultats encourageants sont suivis de près par le Comité de gestion de la pêche aux poulpes (CGP), en collaboration avec les gestionnaires des Aires marines gérées localement (LMMA). Ces derniers visent à la gestion durable de la pêche aux poulpes. Pour accompagner la fermeture nationale de la pêche aux poulpes, une campagne de sensibilisation a été menée du 5 au 14 décembre en collaboration avec l'équipe du Centre de Surveillance des Pêches (CSP), la direction régionale de la Pêche et de l'Economie bleue (DRPEB) Atsimo Andrefana, la Fédération Milanoriaka (Fédération des LMMA) et l'équipe du WWF. Au total, douze villages de pêcheurs au sud de Toliara ont été sensibilisés sur l'importance de la gestion durable de la pêche aux poulpes par le biais de réunions villageoises, diverses animations ainsi que des affichages.

## Secteur du bâtiment : Une croissance constante et en béton

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JANVIER 2024

**L'industrie du BTP connaît une croissance spectaculaire. Et celle-ci n'est pas prête de s'arrêter, du moins pour les mois qui vont suivre.**

Il ne faut pas aller loin. Il suffit de regarder le foisonnement des constructions à l'échelle des quartiers pour constater que le secteur du bâtiment et les consommables nécessaires à celui-ci gardent leur verve et ce, malgré la hausse des prix des matériaux de constructions. Les voyants sont au vert pour une croissance soutenue de ce secteur qui, selon le document de performances annexé à la Loi de finances 2024, est porté à 5,2% pour cette année contre 4,6% pour l'exercice 2023. Une croissance due, entre autres, aux différents chantiers entrepris par le gouvernement en termes d'infrastructures. «Ce sont les matériaux pour les projets de construction tels que l'autoroute reliant Antananarivo et Toamasina, la réfection et réhabilitation de routes, la construction de nouvelles infrastructures comme les écoles et hôpitaux ainsi que l'augmentation des investissements dans ce secteur qui cristallisent cette croissance spectaculaire du bâtiment à Madagascar. En effet, c'est ce secteur qui figure parmi les moins touchés par la crise sanitaire», estime un urbaniste.

### Coûts faramineux

Pour donner un exemple plus concret de l'évolution depuis ces trois dernières années du secteur du BTP, la consommation de matériaux de construction n'a cessé d'augmenter. Pour ne parler, par exemple, que du ciment, l'année précédente a été son moment de gloire avec une importation dépassant largement celle de 2022. Plus de huit cent vingt-sept mille tonnes de ciment ont alors été mis à la consommation pour cette seule année. Et cette croissance est prévue augmenter d'ici quelques années car, selon les analystes, la consommation de ciment pourrait doubler d'ici 2030. La contribution de l'industrie de la construction au Produit intérieur brut du pays s'élève en moyenne à un peu



moins de 4% de celui-ci et ce, depuis dix ans. L'urbanisation fait également office de poutre soutenant la croissance du secteur BTP. En sillonnant les quartiers industriels et commerciaux de la capitale, force est de constater qu'en deçà de la forêt de béton qui commence à couvrir la ville, les ménages des particuliers poussent presque à chaque coin de rue. Et ce, malgré la lourdeur administrative et les coûts faramineux pour obtenir un permis de construire. «Cela est dû au fait que les constructions informelles pullulent, sans véritable suivi des normes d'urbanisation», confie, pour sa part, un chercheur en histoire de l'architecture. Toutefois, le fait est que le désir ne s'est pas tu chez une grande partie des malgaches qui désirent encore posséder une habitation qui leur est propre. Pour le moment, aucun baromètre ne peut mesurer chirurgicalement les fluctuations des coûts du logement. Il faut aller au plus près de l'action, chez les locataires, lesquels peinent à trouver des logements décentes à moindre prix. «Il faut compter 250 000 à un million d'ariary par mois pour un petit appartement de deux pièces à Antananarivo», confie Marcel, rabatteur pour des maisons à louer depuis cinq ans.

## Riziculture : De nouvelles techniques prometteuses dans le Betsimitatatra

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JANVIER 2024

Un rendement plus efficace. Les récentes innovations techniques en termes de riziculture font des petites merveilles dans la plaine de Betsimitatatra. La comparaison entre trois techniques de travail sur les jeunes plants de riz, appliquées il y a quelques temps dans cette plaine à la lisière de la capitale indique de meilleurs semis par rapport à la riziculture traditionnelle. Il y a par exemple la technique du P-Dipping. Une méthode déjà appliquée par les petits exploitants agricoles dans différentes régions de l'île. Elle a apparemment fait ses preuves chez les riziculteurs du Betsimitatatra. Facile à utiliser, cette technique consiste à tremper les racines des jeunes plants de riz dans un liquide boueux préparé en avance. Le tout

mélangé à une petite quantité d'engrais phosphaté et de la terre de la rizière en question. Après un temps d'incubation, il ne reste plus qu'à transplanter. « Le constat est fait. Ces nouvelles techniques sont efficaces car la production de riz se fait plus rapidement, contre celle des techniques traditionnelles. Le rendement est également accentué de manière considérable, mais les plants de riz sont beaucoup plus résistants au changement climatique», explique un responsable du ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Diverses techniques d'évaluation effectuées à l'aide de la technologie peuvent aussi aider à quantifier le rendement que peut fournir une commune sur une période déterminée.

## ARES-CCD Belgique : Offre de Certificats pour la mariculture artisanale et agriculture villageoise

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 JANVIER 2024

**Dans le cadre d'un projet porté par l'ARES-CCD (Belgique), l'appel à candidature pour le Certificat en maricultures artisanales et agriculture villageoise est officiellement ouvert. Une bourse de près de 1,25 million ariary sera attribuée aux apprenants retenus.**

Ce programme ambitieux vise à former des Masters/Ingénieurs spécialisés dans les maricultures artisanales, avec un accent particulier sur l'aquaculture des holothuries (concombres de mer), des algues, des coraux et de la spiruline. D'après les informations, le Certificat Universitaire belge propose deux types de formation, répondant aux besoins variés des candidats. Une formation longue d'un an (60 crédits) couvrira les quatre disciplines, tandis qu'une formation courte de deux à trois mois (19 crédits) se concentrera sur l'une de ces disciplines spécifiques.



que les candidatures sont ouvertes jusqu'à la fin du mois de mars, pour ce programme novateur qui s'inscrit dans le cadre de l'Année Internationale des Pêches Artisanales et de l'Aquaculture déclarée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'année 2022.

### Terrain propice

Il convient de noter que le secteur de la pêche artisanale et des maricultures joue un rôle crucial dans l'économie mondiale. Selon les données de 2018, environ 60 millions de personnes, dont 14% de femmes, étaient employées dans le secteur de la pêche artisanale et de l'aquaculture. L'importance de ces activités dans les communautés locales est soulignée par leur lien étroit avec les traditions et la cohésion sociale. Au cours des deux dernières décennies, Madagascar a été un terrain propice au développement des maricultures artisanales. Des projets soutenus par le consortium local ont permis la croissance de la culture des concombres de mer, des algues, de la spiruline et même la culture naissante de coraux pour l'aquariophilie. Ces initiatives ont non seulement contribué à la diversification économique mais ont également renforcé la résilience des communautés côtières. En bref, l'ouverture de cet appel à candidatures marque une nouvelle étape dans la promotion des pratiques durables et de la recherche scientifique dans le domaine des maricultures artisanales. Elle souligne également l'engagement de la Belgique et de ses partenaires en faveur du développement socio-économique de Madagascar, en particulier dans le secteur vital de la pêche artisanale et des maricultures.



La partie pratique de la formation se déroulera à l'Institut des Sciences Halieutiques et Marines de l'Université de Tuléar (IH.SM Madagascar), tandis que la partie théorique sera dispensée en ligne. La première promotion débutera en septembre 2024, marquant ainsi le lancement de ce projet novateur. Selon l'ARES-CCD, seulement 15 candidats par an auront la chance d'être formés, soulignant l'exclusivité et l'attention individuelle accordée à chaque participant. Une initiative louable accompagne cette opportunité, avec la possibilité de bénéficier de bourses pour dix candidats. Ces bourses incluront les frais de déplacement et une indemnité de subsistance d'environ 250 euros par mois, allégeant ainsi la charge financière pour les participants. Il est à noter



## Prix des PPN: le sucre et l'huile accusent une hausse

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 16 JANVIER 2024

Depuis le début de l'année, les prix du sucre et de l'huile ont connu une hausse, avec une certaine similitude dans tous les détaillants, d'Ambohimanarina à Anosibe. Le prix du kilo du sucre blanc est à 5.200 ariary contre 4.800 ariary en décembre. Quant à l'huile, le litre s'achète actuellement entre 8.400 et 8.800 ariary, alors qu'il y a un mois il coûtait 8.200 ariary. «Le prix dépend des grossistes et non des épiceriers» indique un détaillant. D'après un fournisseur aux 67 Ha, le prix du sac du sucre se situe entre 236.000 et 243.000 ariary selon la marque, soit à 4.720 et 4.860 ariary le

kilo. L'huile est à 157.500 ariary le bidon, soit 7.875 ariary le litre. Les prix sont légèrement inférieurs de ceux du marché d'Anosibe. Quant au savon et à la farine, aucun changement de prix n'a été perceptible. Auprès des fournisseurs, le sac de farine s'achète entre 142.000 et 140.000 ariary selon la marque tandis que les détaillants en vendent à 3.200 ariary le kilo. Le prix du savon de ménage est de 400 à 2.000 ariary auprès des détaillants, selon la qualité et le volume, un prix constant depuis un certain temps.

## Octroi de crédits: le commerce et l'agriculture, priorités

ARH. | LES NOUVELLES | 16 JANVIER 2024

Au quatrième trimestre de l'année 2023, le secteur du commerce a représenté 24,2% de l'ensemble des crédits octroyés par les banques territoriales à Madagascar, selon les résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) menée par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) auprès du secteur bancaire. Les banques justifient ce choix par leur souci de gestion des risques et de rentabilité, selon toujours les résultats de l'ECE. Par la suite, les banques territoriales prévoient de financer les entreprises du secteur agricole (14,5%), ainsi que ceux du transport (12,9%) et de la distribution pétrolière (12,9%). Les secteurs du BTP, des industries extractives et des Zones franches industrielles (ZFI) sont également ciblés. Dans l'ensemble, les crédits à court terme (CT) sont priorités, représentant 56,5% du total des crédits à octroyer. Les crédits à moyen terme (MT)

et à long terme (LT) représentent respectivement 33,9% et 9,7%. Par ailleurs, la BFM rapporte une reprise des activités de crédit au troisième trimestre, avec une augmentation de 1,5% des encours des créances sur l'économie par rapport au deuxième trimestre. La plupart des banques ont affirmé avoir augmenté les crédits accordés à leurs clients au troisième trimestre, avec une variation des encours des créances sur l'économie de 161,7 milliards d'ariary entre le deuxième et le troisième trimestre. Ces résultats suggèrent une dynamique positive dans le secteur bancaire malgache, avec une augmentation des crédits accordés, une diversification des secteurs bénéficiaires et une attention particulière aux crédits à court terme pour gérer les risques et optimiser la rentabilité.

## Hydrocarbures : Possible révision des prix à la pompe

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JANVIER 2024

**Les automobilistes malgaches pourraient voir les prix à la pompe évoluer d'ici quelques temps et ce, en raison de différents facteurs.**

Les premières étincelles de 2024 laissent déjà entrevoir une année difficile pour le prix du pétrole à l'échelle mondiale. La Grande île pourrait-elle réviser ses prix à la pompe d'ici peu ?



C'est la question qui plane dans tous les esprits, surtout qu'actuellement, le pays s'acheminerait vers un mécanisme de gestion automatique des prix à la pompe si l'on en croit les suggestions du Fonds monétaire international au gouvernement durant la quatrième revue du programme de

Facilité élargie de crédit « À l'avenir, la mise en place d'un mécanisme automatique de fixation des prix des carburants au début de 2024 et la réforme de la Jirama devraient contribuer à atténuer les risques budgétaires et créer un espace budgétaire indispensable pour les dépenses sociales et de développement », avait-on indiqué. Ce mécanisme d'ajustement des prix est censé reprendre cette année comme l'avait indiqué les pourparlers entre les autorités malgaches et le FMI. Néanmoins, toute considération alarmiste écartée, on ne sait pas pour le moment si les prix sont revus à la hausse ou non, surtout après ces années de gel des prix négociés entre le gouvernement et le Groupement pétroliers de Madagascar.

### Discussion

Ce que l'on sait, c'est que cette disposition tend à réduire le plus possible les passifs de l'État envers les pétroliers par l'écart des prix réels et ceux affichés à la pompe. Le gel des prix à la pompe ne semble également plus tenable pour l'économie nationale si l'on en croit les estimations des techniciens du Fonds monétaire international durant les deux précédentes revues de la FEC. Interrogé par la presse hier sur une possible révision des prix à la pompe au regard des tendances haussières observées sur les prix du baril à l'échelle internationale, Olivier Jean-Baptiste, nouveau ministre de l'Énergie reste évasif. « Je ne peux pas vous dire actuellement comment les prix du pétrole évolueront. S'il

y a un marché qui est des plus instables et imprévisibles, c'est bien le marché pétrolier. De plus, ce n'est pas nous en tant que gouvernement qui fixons les prix du baril. Il y a la loi de l'offre et de la demande mais il y a aussi de l'autre côté la géopolitique.» Et lui d'ajouter que « les discussions entre l'Etat et le Groupement pétrolier de Madagascar (GPM) se poursuivent toujours. Il ne devrait pas y avoir de problème de ce côté-là. Nous suivons les évolutions du marché pétrolier avec attention », fait-il savoir. À noter qu'une discussion entre le gouvernement et les pétroliers s'est déjà déroulée en décembre 2023, qui aurait porté

sur « la collaboration entre le groupement durant l'année passée mais aussi des prévisions pour 2024 ». Pas plus de détails n'a filtré pour le moment. Les tendances actuelles du pétrole sont en effet décrites comme « attentistes » face aux incertitudes géopolitiques. Hier, les prix du pétrole évoluent en légère hausse. Les prix du baril Brent pour la livraison de mars sont légèrement montés à 78,5 dollars soit 0,45%. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI) pour la livraison de février grappillait 0,01% hier soit une évolution de 72,69 dollars.

## Agriculture : Soutien poussé aux riziculteurs

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JANVIER 2024

Continuité des actions et résilience. Ce sont les mots-clés utilisés pour décrire l'avancée de la Grande île vers l'autosuffisance alimentaire. Une bataille qui est d'ailleurs menée par les riziculteurs qui sont en frontlines face aux défis qui attendent le pays au tournant. Pour cela, les soutiens à ceux-là seront multipliés, notamment à travers leur résilience face au changement climatique mais aussi l'appui au secteur privé pour augmenter la croissance rizicole et agricole du pays. Selon Suzelin Ratohiarijaona Rakotoarisolo, « À part la production de riz dans les plaines, nous allons également nous atteler à accroître les surfaces aménagées dans le but de faire augmenter notre production annuelle. Le tout, en essayant d'épauler encore plus les petits exploitants agricoles afin qu'ils puissent se développer

davantage et augmenter leurs revenus», explique-t-il, hier, lors de la passation de service entre lui et l'ancien ministre de l'Agriculture, Harifidy Ramilison. Il y a aussi ces jeunes sortants des universités et de différentes écoles et centres de formation qui souhaitent se lancer dans le domaine de l'entrepreneuriat et dans celui de l'agriculture. Le soutien au secteur privé et à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux investissements par la création d'un environnement des affaires propice figure aussi parmi les marches d'escalier vers l'autosuffisance alimentaire. « Nous allons demander aux investisseurs qu'ils soient nationaux ou étrangers d'utiliser davantage leurs ressources et mobiliser leurs capitaux », dixit Suzelin Ratohiarijaona Rakotoarisolo.

## Affaires étrangères : Une diplomatie axée sur le développement humain

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JANVIER 2024

Une diplomatie qui mène Madagascar vers le développement. Voilà l'objectif fixé par Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères. Dans cette optique, la membre du gouvernement nouvellement nommée réaffirme la diplomatie économique, qui est la ligne tracée par l'administration Rajoelina depuis son premier mandat. Elle y ajoute, toutefois, la diplomatie axée sur le développement humain. La passation entre Rafaravavitafika Rasata et sa prédécesseure, Yvette Sylla, s'est tenue, hier, au ministère des Affaires étrangères, à Anosy. Durant les prises de parole, la ministre sortante a mis l'accent sur le rôle de la diplomatie malgache dans le

bon déroulement des événements marquants de l'année passée. Elle a notamment cité l'accueil des Jeux des îles de l'océan Indien, le lobbying diplomatique autour de l'élection présidentielle et l'organisation de l'arrivée ainsi que l'accueil des invités internationaux à l'investiture du Président élu démocratiquement. Pour sa part, la nouvelle cheffe de la diplomatie malgache a d'emblée mis l'accent sur ses priorités. Des actions axées sur les trois piliers du mandat présidentiel que sont le développement humain, l'industrialisation et la bonne gouvernance. Une diplomatie économique, couplée avec une diplomatie contribuant au développement humain, est inscrite dans ces priorités.

## Agribusiness: formation sur la technique de vente en ligne

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 17 JANVIER 2024

**L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a récemment lancé une formation sur la technique de vente en ligne en agribusiness à l'intention des producteurs et groupes de producteurs malgaches.**

«Les outils numériques présentent une grande potentialité pour faciliter le service agricole », indique la FAO. A l'issue de la formation, « Les participants peuvent réaliser un test pratique du concept de vente en ligne avec leurs produits phares à travers un outil de suivi des indicateurs de résultats de la vente », ajoute-t-elle. Une initiation sur l'utilisation des outils numériques et des réseaux sociaux

est au programme. Les objectifs étant de renforcer les compétences techniques en matière de commercialisation des organisations de producteurs, mais également pour commercialiser les produits agricoles avec des moyens suivant l'évolution technologique. « La FAO promeut l'amélioration et le développement de solutions numériques innovantes, accessibles et pertinentes » soutient-elle.

### Commerce en ligne à Madagascar

Facebook demeure le réseau le plus populaire dans le pays avec 3,05 millions d'utilisateurs. 80% des achats en ligne, soit 8 achats sur 10, se font sur ce réseau, selon les données de digital report 2022 de We Are Social et Kepios. Il existe 3,15

millions d'utilisateurs de réseaux sociaux à Madagascar, soit 10,9% de la population. Les réseaux sociaux présentent une facilité pour que l'offre et la demande se retrouvent. Mais le défi à relever est la méfiance des utilisateurs à cause des

arnaqueurs. « La majorité des accords de vente effectués sur Facebook ne suivent pas les règles », explique Gil Razafintsalama, président de l'association des entreprises du e-commerce, ce qui rend les interventions plus compliquées.

## MEH: Promouvoir les énergies propres

ARH. | LES NOUVELLES | 17 JANVIER 2024

Après onze mois au poste de ministre de l'Énergie et des hydrocarbures (MEH), Solo Andriamanampisoa passe les clés de ce département ministériel à son successeur, Olivier Jean-Baptiste qui a pris officiellement ses fonctions, hier à Ampandrianomby. Ancien directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH), le ministre nouvellement nommé, Olivier Jean Baptiste, a soutenu son ambition de promouvoir l'utilisation des énergies propres, en particulier le gaz de pétrole liquéfié, comme le gaz butane et le gaz méthane. « Il est possible d'en augmenter l'utilisation de 10 à 20 fois sachant que l'ensemble des Malgaches n'en consomme que 14.000 tonnes par an, soit 0,4 kg par personne par an, alors qu'un Ivoirien en utilise déjà 20 kg par an », a-t-il avancé. A cette occasion, l'ancien ministre, Solo Andriamanampisoa, a dressé le bilan du travail réalisé

par son équipe et lui. Il a notamment évoqué la mise en place d'une centrale thermique de 105 MW fonctionnant au fuel lourd à Ambohimambola Antananarivo, ainsi que de 78 parcs solaires sur tout le territoire. Il a également cité le Projet d'interconnexion et de renforcement des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (Prirtem 1) devant relier les réseaux interconnectés d'Antananarivo et de Toamasina grâce à une ligne de 267 km, d'une capacité de 220 KV. L'électrification des zones rurales figure également parmi les chantiers, pour ne citer que l'électrification de 400 centres de santé de base (CSB) et écoles, l'éclairage des rues, ou encore la distribution de « kits solaires » dans tout le pays. « Ces projets doivent continuer et prendre forme », a souligné Solo Andriamanampisoa. Un défi que son successeur Olivier Jean-Baptiste déclare relever.

## Évaluation : Les entreprises foisonnent à Antananarivo

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 JANVIER 2024

**Une précision à des fins utiles. Tout le monde sait et personne n'ignore que la Capitale concentre la grande majorité des activités économiques. Tous secteurs confondus. Mais peu de statistiques y afférentes sont disponibles, fiables et mises à jour.**

Rivo Rakotondrasanjy, président du FIVMPAMA (Groupement du Patronat Malagasy), sur sa page personnelle Facebook a, peut-être, comblé cette lacune. Il a partagé une publication selon laquelle « Antananarivo Renivohitra compte 92 714 entreprises ou autres structures formelles qui créent de la richesse et des emplois, soit 54% de l'effectif de toute la Région Analamanga, et 20% de l'ensemble du Pays ».



Des données chiffrées pouvant être d'une importance... capitale pour le ou la future édile de la Capitale. Le poste de maire étant vacant par la nomination de Naina Andriantsitohaina comme ministre de l'Aménagement du

territoire et de la décentralisation. Aussi, la Capitale est-elle devenue une ruche bourdonnante presque sans répit. Elle aspire et attire vers elle une armée de mains-d'œuvre, peu qualifiées dans la plupart des cas. S'adonnant aux petits commerces de détails. Un exode rural effréné qui rend plus que compliquée la gestion d'une ville dont les infrastructures publiques, obsolètes et exposées aux actes de vandalisme, sont érigées en mode de subsistance. Sans compter la réticence des contribuables à s'acquitter de leurs impôts et taxes. Les révélations de Rivo Rakotondrasanjy, aussi précieuses soient-elles, dissimulent un autre aspect de l'économie souterraine. Le poids du secteur informel sur la balance de l'économie réelle. Selon les estimations publiées par le ministère de l'Économie et des finances, MEF, « la valeur ajoutée créée par les Unités de production informelles, UPI, est estimée à 2 627 milliards d'ariary par mois, soit 31 523,7 milliards d'ariary par an. C'est ce qui est avancé dans le Rapport de diagnostic de l'environnement des affaires des Micros, petites et moyennes entreprises, MPME, et du secteur informel à Madagascar ». Ce flux financier, ses ramifications tentaculaires au quotidien, visibles à l'œil nu dans la Capitale et ses environs, échappent souvent aux mailles des filets du contrôle fiscal d'où son appellation « secteur informel ». Pour mesurer son importance sinon son omnipotence, d'autres chiffres sont éloquentes. « Il est indiqué dans cette étude financée par la Banque africaine de développement (BAD) que le secteur informel avait contribué à 46,5 % du PIB nominal de la Grande île en 2021. Et c'est le commerce qui avait été la branche d'activité qui a contribué le plus à la création de cette richesse à l'époque. Le chiffre d'affaires moyen de ces UPI en 2021 était estimé à 64 905,6 milliards d'ariary (...) »

# Produits de première nécessité : Le MICC veille quotidiennement sur les prix

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 JANVIER 2024

Ventes spéculatives de riz ou encore concurrence déloyale. Les responsables du ministère de l'Industrialisation et du commerce renforcent leur combat contre les potentielles irrégularités que l'on pourrait rencontrer au niveau des marchés de la capitale, surtout en cette période de soudure où les prix du riz tendent parfois à s'envoler. Depuis hier, les commissaires du Commerce et de la concurrence sont à pied d'œuvre en sillonnant les marchés de la capitale et de ses alentours. Ils ont commencé leur périple dans les marchés d'Ankadindratombo et d'Andoharanofotsy. Deux localités situées en périphérie de la ville et qui sont également réputées être des marchés très fréquentés. «L'objectif de cette descente est de faire respecter les lois qui régissent le commerce. Le respect par les commerçants des règles régissant la profession (la possession en tout temps des documents attestant de la provenance du riz, la visibilité des prix, l'entreposage et le stockage des marchandises) peut avoir une influence positive sur les prix des denrées sur le

marché », explique Isidore Razanakoto, directeur général du commerce et de la consommation qui a mené les équipes du MICC lors de cette descente. Sur les deux marchés prospectés, les prix du riz sont restés stables et ce, depuis deux mois. Les prix du kilo de riz sont compris entre 2 400 et 3 000 ariary. « Les prix du riz sont stables. La clientèle a largement le choix sur différentes variétés de cette céréale qui n'ont d'ailleurs rien à envier à d'autres produits importés », renchérit un commerçant du marché d'Andoharanofotsy, piqué au vif par cette descente surprise. « Les commerçants sont également incités au respect des normes et qualité des marchandises afin que nous puissions maîtriser les prix et les contenir », indique le directeur général du commerce et de la consommation. À partir d'hier, les agents du MICC feront alors les quatre cents pas dans les marchés de la Capitale. Les contrôles seront multipliés afin de veiller sur cette fameuse stabilité des prix ainsi que la qualité et la libre concurrence de tous au sein du marché.

## Nickel : Un marché international excédentaire qui pourrait menacer les exportations de Madagascar

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 18 JANVIER 2024

**Perspective pas très reluisante pour les exportations malgaches du nickel et du cobalt. L'année 2024 s'annonce difficile pour ces produits qui figurent dans le peloton de tête des pourvoyeurs en devises de Madagascar.**

Les analystes tablent, en effet, sur un marché mondial du nickel qui devrait rester excédentaire, cette année.



### Excédent

Ce maintien de la situation excédentaire s'explique notamment par la production de fonte de nickel de qualité inférieure (NPI) qui continuera de croître en Indonésie. En effet, l'excédent qui était de 24 000 tonnes en 2023 passera à 36 000 tonnes métriques, cette année. Sumitomo Metal, le plus grand fondeur de nickel au Japon, précise que la production indonésienne de NPI augmentera de 10,3 % pour atteindre 1,27 million de tonnes, après une hausse de 16,1 % en 2023. Dans une publication en date du 5 janvier, Zonebourse parle d'un affaissement des cours du nickel. «Les cours du nickel ont connu un déclin au cours de la semaine sur le London Metal Exchange (LME) en raison d'une offre abondante par rapport à la demande. Cela est attribué à l'accumulation des stocks du LME et à l'expansion de la capacité de production indonésienne,

exerçant une pression sur le métal. Le prix du nickel se rapprochait ainsi de son plus bas niveau en deux ans et demi, enregistré fin novembre. Le métal subit depuis un certain temps les impacts de l'expansion considérable de la production de nickel de classe II en Indonésie, un pays désormais responsable d'environ la moitié de la production minière mondiale », précise Zonebourse, en citant Barbara Lambrecht, analyste chez Commerzbank. Par ailleurs, « Les stocks surveillés par la Bourse des métaux de Londres augmentent de façon significative », soulignent les courtiers de Marex. « Sur le LME, la tonne de nickel pour livraison dans trois mois s'échangeait à 16 295 dollars vendredi, contre 16 603 dollars le vendredi précédent, à la clôture ». Perdant ainsi 308 dollars en l'espace d'une semaine.

### Industrie extractive

Cette tendance à la baisse des cours du nickel impactera négativement sur les exportations malgaches, et autant sur l'économie. Les dernières statistiques de 2022 indiquent qu'à eux seuls, ces produits ont généré 1 094,1 millions de dollars de recettes en devises. Mieux, cette bonne performance de la filière nickel a figuré parmi les facteurs de croissance en 2023. Une donne qui pourrait changer si cette tendance annoncée de la baisse des cours du nickel et du cobalt se poursuit. Quand bien même, la LFI 2024 continue de miser sur l'industrie extractive et les industries textiles pour booster la croissance du secteur secondaire. En effet, après des performances mitigées en 2023, la croissance de ce premier secteur devrait s'établir à 5,1 % en 2024. Le document de performance de la LFI 2024 précise sur ce point : « L'industrie extractive devrait afficher une croissance de 7,2 % en 2024 grâce à un contexte favorable au niveau national (application du nouveau code minier) et au niveau international (marche vers la transition énergétique). Pour le secteur textile, la LFI prévoit que : « La croissance devrait être de 4.9 %. Madagascar continuera de bénéficier des avantages de l'AGOA. Avec la suspension de l'Ethiopie (en raison de la situation sociopolitique et sécuritaire dans le

pays) et la possible inéligibilité de Maurice (dont le revenu par habitant devrait dépasser le seuil d'éligibilité à l'AGOA), Madagascar peut conquérir de nouvelles parts de marché ».

Il reste à espérer que malgré cette situation excédentaire, les cours du nickel affichent un niveau pénalisant pour la filière nickel de Madagascar.

## Balance commerciale: un déficit de plus de 6.400 milliards ariary

ARH. | LES NOUVELLES | 18 JANVIER 2024

La balance commerciale de Madagascar a présenté un déficit de 6.438,8 milliards ariary jusqu'au mois de novembre 2023. Selon les chiffres provisoires de la Direction générale des douanes (DGD), les exportations de Madagascar au cours des onze premiers mois de l'année passée s'élèvent à 12.915,3 milliards ariary. En revanche, les importations pendant la même période sont évaluées à 19.354,1 milliards ariary. Les principaux contributeurs aux exportations sont le «nickel-cobalt» ayant généré 3.811,7 milliards ariary, suivi des «céréales-épices-fruit-légumes» (2.675,1 milliards ariary) et des produits textiles (2.192 milliards ariary). Pour les importations, les principales dépenses concernent l'approvisionnement en matières premières (4.516 milliards

ariary), les importations d'énergies (3.933,3 milliards ariary) et l'achat d'équipements et d'autres biens (3.843,9 milliards ariary). Comparativement à l'année précédente, le déficit commercial semble s'aggraver, avec une perspective de dépasser celui de l'année 2022 qui était de 6.722 milliards ariary. La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) avait signalé dans sa dernière note de conjoncture économique une diminution de 15,7% des exportations au cours des neuf premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022. Cette baisse est attribuée au recul des expéditions de produits clés tels que la vanille, le girofle, le nickel, le cobalt et les produits des entreprises franches.

## Promotion du tourisme: facilité d'accès à un certain nombre de pays

ARH. | LES NOUVELLES | 18 JANVIER 2024

Les détenteurs d'un passeport malgache bénéficient d'une certaine facilité d'accès à un certain nombre de pays sans visa ou avec la possibilité d'obtenir un visa à l'arrivée. Comme annoncé par la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM), les voyageurs munis d'un passeport malgache ont la possibilité de visiter 29 destinations sans visa préalable. Parmi les pays accessibles sans visa figurent, entre autres, l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Bénin, les Bermudes, la République dominicaine, l'Equateur, l'Eswatini, la Gambie, le Guatemala, Haïti, Honduras, Hong Kong, les Îles Cook, le Salvador, Lesotho, la Malaisie, la Micronésie, le Nicaragua, l'Ouganda, Panama, les Philippines, le Rwanda, Singapour, la Tanzanie, le Zimbabwe... Aussi, l'accès à 30 autres destinations est simplifié avec la possibilité d'obtenir un visa à l'arrivée comme au Bangladesh, en Ethiopie, ou encore au Népal.

Au niveau des tarifs, les autorités malgaches ont choisi de maintenir la stabilité des prix pour les séjours de 15 jours ou moins, avec des frais de formalités de contrôle aux frontières minimales, fixés à 10 euros. Pour les séjours plus prolongés, un visa de 16 à 30 jours est fixé à 35 euros. Le visa est à 40 euros pour des séjours de 31 à 60 jours. Une initiative qui montre une flexibilité pouvant convenir à différents types de voyageurs. Ces initiatives reflètent l'engagement de Madagascar à développer son secteur touristique, et le fait de rendre les voyages plus accessibles et attractifs pour les visiteurs du monde entier peut contribuer à renforcer l'image du pays en tant que destination touristique. Et les promoteurs du secteur maintiennent le cap d'atteindre les 500.000 touristes cette année et un million de touristes d'ici 2028.

## Entrepreneuriat : Des coopératives américaines transmettent leur savoir-faire

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JANVIER 2024

Des échanges et des modèles à suivre. Les échanges entre la National Cooperative Business Association/ Cooperative League of the United States of America (NCBA CLUSA) et le ministère de l'Industrialisation et du commerce se poursuivent. Le savoir-faire américain vient une fois de plus renforcer les compétences des coopératives locales qui seront accompagnées dans l'amélioration de leurs propres acquis dans le domaine de l'entrepreneuriat entre coopératives. Le tout à travers le projet d'Écosystèmes des coopératives et inclusion sociale (Cooperatives Ecosystem and Social Inclusion) ou CESI. Ce programme sera mis en œuvre pendant quatre ans, jusqu'en 2028, avec le soutien de la NCBA/CLUSA à travers les organismes d'aides du gouvernement américain (USAID). L'initiative permettra de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et des coopératives, de développer les compétences fondamentales en matière de commerce, de gestion et de

planification financière. « Le but est de pouvoir développer et de soutenir l'entrepreneuriat via les coopératives », indique-t-on. Pour le ministère de l'Industrialisation, les coopératives représentent des outils majeurs dans la mise en place des pépinières industrielles. Elles constituent même la base du projet. « Les coopératives sont le socle et les premiers collaborateurs du ministère de l'Industrialisation et du commerce dans la réalisation du projet de pépinières industrielles », annonce Irène Andriamaneho, directrice de la Promotion de l'entrepreneuriat au sein du MICC, lors de son allocution hier à l'hôtel Colbert Antaninarenina. C'était à l'occasion du lancement du projet CESI entre le MIC et la NCBA CLUSA. Cette dernière qui n'est autre que la plus grande coopérative de professionnels aux États-Unis dont les objectifs sont la lutte contre la pauvreté et l'autonomisation économique de différents groupements. Dans les quatre prochaines années, les activités du CESI tourneront autour

du fait d'aider ces sociétés coopératives à faire face au vent du changement qui souffle, notamment la diversification des produits et la viabilité de la production. Il y a aussi les

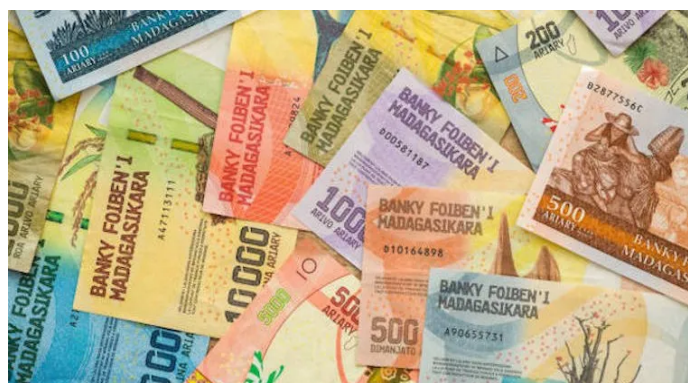
différents axes permettant de faciliter l'application de la nouvelle loi sur les sociétés coopératives, adoptée dans le courant de l'année dernière.

## Dépréciation de l'Ariary : une possibilité d'attirer les investisseurs

TIANA RAMANOELINA. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2024

**La chute de l'Ariary face aux principales devises comme l'Euro se fait ressentir sur les étals et particulièrement sur les produits de première nécessité importés, notamment le sucre et les pâtes.**

Dans les épiceries de la capitale, un kilo de sucre s'achète à 5.200 Ariary contre 4.800 Ariary en décembre et le prix du sac peut dépasser les 240.000 Ariary selon la variété, la marque et la qualité. L'huile connaît également une légère hausse. "Les prix des produits de première nécessité augmentent presque tous les jours. Nous sommes contraints de diminuer nos achats. Cette situation est insupportable", témoigne Evelyne, une mère de famille. A côté, les prix des autres produits comme la farine ou le savon restent stables pour le moment. Pour autant, il y aurait un aspect positif dans cette dépréciation de l'Ariary. "On ne devrait pas uniquement se focaliser sur les répercussions négatives mais plutôt apprendre à en tirer parti pour en faire une opportunité. C'est particulièrement vrai dans des secteurs tels que l'industrie textile, où le coût de la main-d'œuvre est déjà relativement bas et où la dépréciation devrait entraîner une nouvelle diminution de ces coûts. Cela pourrait renforcer la compétitivité de Madagascar aux yeux des investisseurs, créant ainsi des conditions propices à l'attraction d'investissements dans le pays", estime un opérateur. L'Ariary a particulièrement connu une baisse continue face à l'Euro depuis le mois de novembre 2023. Actuellement, un Euro s'achète à 4.950 Ariary. "Cette chute observée depuis novembre 2023 est surtout le résultat d'un effet spéculatif économique. En effet, en période de fêtes, l'importation des produits comme les jouets ou les denrées alimentaires est toujours en hausse, car la demande a tendance à augmenter. Actuellement, l'Ariary commence à retrouver des couleurs face à l'Euro (...). La plupart des produits exportés par Madagascar sont à destination de l'Europe et c'est normal que l'Euro ait un lien particulier avec



notre économie (...)" explique Andriatahina Rakotoarisoa, économiste. Or, "En macroéconomie globale, il faut rester attentif au dollar, car c'est la principale monnaie d'échange en termes de capacité. Au niveau régional, on doit aussi s'interroger si la SADC, le Comesa ou la COI ont suffisamment de poids au niveau des échanges commerciaux mondiaux. Madagascar devrait intensifier ses exportations vers l'Europe mais avant toute chose, on devrait aussi faire fleurir le commerce intérieur afin que l'économie malagasy puisse souffler" poursuit-il. En décembre 2022, une dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux principales devises avait été observée, soit +12,8 % par rapport au Dollar US et +5,8 % face à l'Euro, note la Loi de finances pour 2024 qui évoque "la persistance des chocs extérieurs". En 2023, le même document avance que l'un des principaux facteurs ayant influé sur le marché avancé par la loi de finances reste le conflit Russie-Ukraine. "Sur les neuf premiers mois de 2023, l'Ariary s'est déprécié de 1,1 % vis-à-vis de l'Euro, et de 1,2 % face au Dollar US. La parité EUR/USD a continué de baisser en passant de 1,0666 à fin décembre 2022 à 1,0594 à fin septembre 2023", détaille le texte.

## Agribusiness: Appel à projets de MBIF – Pic 3

ARH. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2024

Dans sa mission continue de soutenir l'entrepreneuriat à Madagascar, en particulier dans le domaine de l'Agribusiness, le projet Pôle intégrés de croissance (Pic) dénommé Projet de transformation économique pour une croissance inclusive (Pic 3) lance un appel à projets pour son programme Madagascar Business and Investment Facilitation (MBIF). Le Pic est une initiative du gouvernement malgache financée par le Banque mondiale et vise à stimuler le développement du secteur privé et des secteurs économiques porteurs dans des zones géographiques spécifiques. Et dans le cadre du Pic 3, le programme MBIF Agribusiness a été mis en place pour encourager les investissements privés dans le domaine de l'agribusiness. Les filières prioritaires sont le cacao, les huiles essentielles, le girofle, le café, le moringa, le miel, les grains secs, l'aquaculture, la baie rose et cactus. Le financement varie de 50.000 à 450.000 dollars US. Ce programme vise à

cofinancer des projets d'investissement en partenariat avec le secteur privé, en suivant une approche compétitive. Les projets sélectionnés doivent avoir un impact significatif en créant de nouveaux emplois et en générant des revenus aux producteurs dans les zones d'intervention du Pic. Toutes les entreprises légalement constituées à Madagascar, opérant dans le domaine de l'Agribusiness, basées dans les zones d'intervention du PIC 3, peuvent y participer. A noter que les projets éligibles doivent être situés ou avoir des répercussions dans les régions Anosy, Diana, Atsimo Andrefana, Analanjirifo, Atsinanana, Vatovavy, Fitovinany et Atsimo Atsinanana. Afin de présenter le programme, une réunion d'information a été organisée hier à l'hôtel Ibis Antananarivo. Les soumissions des avant-projets sont ouvertes jusqu'au 31 octobre 2024.

# Tourisme et développement local: un modèle d'exploitation qui intègre la communauté

ARH. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2024

**Larepriseseconferme pour le secteur tourisme sur l'île Sainte-Marie. Dans cette lancée, les établissements du secteur privé intègrent l'engagement envers la communauté et le développement durable dans leur modèle d'exploitation touristique.**

Avec 160 membres du personnel et une longue histoire de plus de 25 ans, l'hôtel Princesse Bora Lodge & Spa Sainte-Marie a réussi à maintenir son engagement social et économique malgré les défis rencontrés par le pays. L'accent mis sur l'hospitalité exceptionnelle de l'équipe contribue certainement à faire de l'établissement, une entité touristique incontournable pour l'île Sainte-Marie. Et c'est bien un point commun sur lequel les clients sont unanimes. La cérémonie de remise de médailles aux membres du personnel de l'hôtel le 15 janvier, souligne la reconnaissance méritée des employés, mettant en avant leur dévouement, avec certains ayant une ancienneté impressionnante de plus de vingt ans. Dans cette lancée, la vision du Princesse Bora Lodge en tant qu'Ecolodge va au-delà de la simple préservation de la structure en harmonie avec l'environnement. Elle englobe une gestion

quotidienne avec des actions visant un impact durable sur l'intérêt commun, incluant l'île, le secteur, les entités, les collaborateurs, les clients, et les villageois environnants. Cela reflète un engagement global envers le développement durable.

## **Engagement envers la communauté**

L'implication continue avec des entités et des associations locales démontre un engagement fort envers le développement de la communauté. L'établissement continue effectivement de collaborer avec différentes entités et associations (Centre de formation Fanorona, Centre Anjaranay, CétaMada, Office du Tourisme...) ayant pour mission de valoriser le savoir-faire local, de promouvoir l'île, et de stimuler le tourisme. Maintenir ces actions en faveur du bien-être des communautés locales et de la préservation de l'environnement démontre un engagement continu envers la responsabilité sociale et environnementale. Le Princesse Bora Lodge Sainte-Marie apparaît ainsi comme un exemple de réussite et un acteur clé dans la promotion du savoir-faire local, la valorisation de l'île et la prospérité du tourisme.

# Secteur minier: exporter jusqu'à 15 tonnes d'or par an

ARH. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2024

**Madagascar a élaboré des plans ambitieux pour développer son secteur minier, en particulier celui de l'or, afin d'augmenter les recettes en devises et de stimuler la croissance économique.**

D'après le compte-rendu du Conseil des ministres du 17 janvier, la Grande île prévoit « d'exporter légalement jusqu'à 15 tonnes d'or par an », avec l'anticipation que cela pourrait générer jusqu'à 900 millions de dollars en devises pour le pays. Pour atteindre cet objectif, le président Andry Rajoelina avait déjà annoncé la création de la « première raffinerie aurifère de Madagascar pour cette année 2024 ». Le but de ce projet étant de « transformer chez nous l'or extrait de nos sols en or monétaire et en lingots d'or avant de l'exporter de façon légale et suivant les normes ». Cette approche représente effectivement une initiative visant à tirer profit des ressources aurifères du pays de manière plus rentable et à stimuler l'appréciation de la monnaie nationale. A en croire Andry Rajoelina, la décision de transformer localement l'or extrait des sols malgaches avant l'exportation, vise à ajouter de la valeur au produit sur le territoire national. « La création d'une raffinerie aurifère contribuerait surtout à conforter la monnaie nationale en renforçant les réserves d'or de Madagascar », a-t-il ajouté. Cela pourrait contribuer

à maximiser les bénéfices économiques de Madagascar, plutôt que de simplement exporter de l'or brut.

## **Croissance économique**

Et à l'issue de cette réunion hebdomadaire de l'Exécutif, il a également été indiqué que toutes les mesures légales seront prises pour assurer la protection de ce secteur minier. Une ambition qui devrait effectivement conforter les prévisions de croissance économique de 4,8% pour Madagascar cette année, selon la Banque mondiale, dépassant légèrement le taux fixé par la Loi de finances initiale 2024. Car, les secteurs clés stimulant cette croissance incluent l'agriculture, les industries extractives (notamment l'or) et le tourisme. Toutefois, ces projections de la Banque mondiale varient en raison des risques potentiels liés à des conflits au Moyen-Orient, pouvant aggraver l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. De plus, les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique pourraient perturber les secteurs extractif et agricole. Malgré les défis, les autorités malgaches anticipent une croissance significative du secteur minier d'ici 2025, avec une estimation d'augmentation de sa contribution au PIB de 4 à 14%.